

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 261 (PRIVÉ)

Loi concernant la ville de Ville-Marie

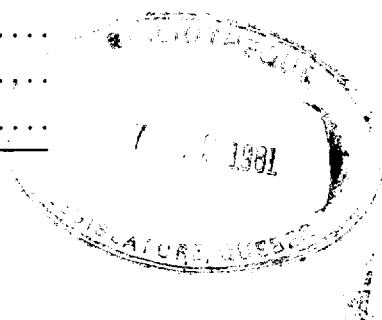
---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---



PRÉSENTÉ

Par M. GILLES BARIL

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1981



## **Projet de loi n° 261**

**(PRIVÉ)**

Loi concernant la ville de Ville-Marie

ATTENDU que la ville de Ville-Marie a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés et que des actes auxquels elle a été partie soient ratifiés;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Malgré toute loi contraire, la ville de Ville-Marie est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins.

La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aussi aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires. Elle peut également les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit au moins égal à la valeur de tels immeubles et non inférieur au prix de revient.

Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles; il s'applique sous réserve de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1).

**2.** Les terrains acquis par la ville aux termes des actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue sous les numéros 74269 et 88255 l'ont été pour les fins de sa compétence et ces actes sont ratifiés à compter de leur date respective.

**3.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

